

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



47417



Distr.
GENERALE

E/CN.14/207
31 janvier 1963

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Cinquième session
Léopoldville, février-mars 1963
Point 10 de l'ordre du jour provisoire

DOCUMENT D'INFORMATION SUR L'EVOLUTION RECENTE
DES GROUPEMENTS ECONOMIQUES DE L'EUROPE OCCIDENTALE

DOCUMENT D'INFORMATION SUR L'EVOLUTION RECENTE
DES GROUPEMENTS ECONOMIQUES DE L'EUROPE OCCIDENTALE

1. Par sa résolution 31 (III) adoptée lors de sa troisième session, la Commission économique pour l'Afrique recommandait que le Secrétaire exécutif "se tienne au courant de l'évolution constante des incidences des groupements économiques européens sur l'économie des pays africains et en informe les membres et membres associés de la Commission". La quatrième session a été saisie d'un rapport intitulé "Evolution récente des groupements économiques de l'Europe occidentale, dans la mesure où elle intéresse l'économie des pays africains" (E/CN.14/139 et Add. 1). Ce rapport avait pour objet essentiel de faire connaître aux membres et membres associés les derniers changements organiques intervenus au sein de la Communauté Economique Européenne. Lors de sa première session, en septembre 1962, le Comité permanent du commerce a été saisi d'un document intitulé "L'intégration européenne et le commerce extérieur africain" (E/CN.14/STC/4); ce document passait en revue les principaux événements qui se sont déroulés au cours de l'année 1962 dans ce domaine, et proposait d'en entreprendre une analyse, dans la mesure où il était possible de le faire, à une époque où les principaux problèmes (négociations relatives à une nouvelle convention d'association et négociations entre le Royaume-Uni et la Communauté) n'étaient pas encore résolus.

2. Dans l'intervalle, les négociations sur une nouvelle Convention d'association ont abouti à un accord. Le présent document, qui se borne à présenter cette Convention, sans prétendre en analyser les effets, n'a pour objet que de faire connaître cette phase toute récente de l'évolution organique de la Communauté. Quant aux négociations avec le Royaume-Uni, elles se poursuivent et on ne peut guère ajouter de renseignements nouveaux à ce qu'indiquait le document présenté au Comité permanent du commerce, quant aux effets que peuvent en attendre les pays d'Afrique.

3. L'ancienne Convention d'application, qui était entrée en vigueur au début de 1958, est arrivée à expiration à la fin de 1962. Il est encore trop tôt pour que l'on puisse tracer sans ambiguïté le tableau des influences que cette Convention a pu exercer sur le commerce des pays associés africains,

comme sur celui des pays non associés à la Communauté ^{1/}. Les importations reçues par la Communauté Economique Européenne en provenance des pays et territoires associés (y compris l'Algérie) ont progressé, passant de 1546 millions de dollars en 1958 à 1766 millions de dollars en 1961, et elles ont continué de croître pendant le premier semestre de 1962. Cependant, sur le total des importations absorbées par les Six, le pourcentage en provenance des pays associés a marqué un fléchissement pendant cette période.

4. Cinq produits (café, cacao, bois tropicaux, graines oléagineuses et huiles végétales, bananes) figurent pour près de la moitié des importations du Marché Commun Européen en provenance des pays associés. La valeur des importations de cacao a fléchi entre 1959 et 1961, en raison surtout d'une baisse des prix. Cependant cette diminution était proportionnellement plus forte que la baisse de valeur des importations globales de cacao. De même, les importations de graines oléagineuses et d'huiles végétales originaires des pays associés ont enregistré un fléchissement, tant en proportion qu'en valeur absolue, alors que les importations de café se maintenaient sensiblement au même niveau. Sur ces cinq produits, seules les importations de bois tropicaux accusent une progression en pourcentage aussi bien qu'en valeur absolue. Les importations de bananes, qui ont augmenté en valeur, ont diminué en proportion par rapport aux importations totales de bananes des six pays du Marché commun.

5. Quant à l'assistance financière, à la fin de 1962 le Fonds européen de développement n'avait pas encore complètement épuisé les ressources dont il disposait. Sur les 581 millions de dollars réservés à l'aide financière pour la période quinquennale 1958-1962, la proportion utilisée jusqu'à la fin de novembre 1962 ne dépassait pas 407 millions de dollars.

6. La nouvelle Convention d'association, également établie pour une durée de cinq ans, a été paraphée le 20 décembre 1962 par les représentants des six pays de la Communauté économique européenne ^{2/} et des dix-huit pays

^{1/} Un bref exposé figure dans le document intitulé "L'intégration européenne et le commerce extérieur africain (E/CN.14/STC/4) notamment aux paragraphes 57 à 63.

^{2/} Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas et République fédérale d'Allemagne.

associés ^{1/}, après des négociations longues et parfois orageuses. L'apposition des paraphes n'est que la première étape de la procédure de ratification. La date et le lieu de la signature officielle doivent encore faire l'objet de dispositions à prendre par la voie diplomatique. On a proposé que la cérémonie ait lieu dans la capitale d'un des pays associés. Après la signature officielle, la Convention devra encore être ratifiée par l'Assemblée Nationale des pays membres et membres associés. On prévoit que la Convention entrera en vigueur en juillet 1963. Pour éviter un intervalle entre l'expiration de l'ancienne Convention et l'entrée en vigueur de la nouvelle, diverses dispositions transitoires ont été décidées.

7. En principe, la Convention n'intéresse que les pays indépendants. Pour les pays et territoires non encore indépendants et les départements français d'outre-mer, le Conseil des ministres de la Communauté Economique Européenne a encore à prendre les mesures requises aux termes de l'article 136 du Traité de Rome ^{2/}. Les grandes lignes des dispositions à prendre ont déjà été décidées quant à la partie financière pour ce qui est des conditions des échanges, le cas des départements français d'outre-mer, dont fait partie l'île de la Réunion, ne posera sans doute aucun problème. Les dispositions du Traité de Rome sur la libre circulation des marchandises pourraient leur être directement appliquées. Pour les pays et territoires non indépendants, parmi lesquels la Côte française des Somalis, les conditions seront très certainement à peu près analogues à celles qui sont prévues pour les échanges entre la Communauté et les pays associés indépendants.

8. La nouvelle Convention comprend 62 articles, répartis entre 5 chapitres, 7 protocoles, une annexe et 9 déclarations. Aux fins de la présente étude, cette Convention peut se caractériser par trois attributs, qui font l'objet ci-après d'un examen détaillé :

^{1/} Burundi, Cameroun, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Haute-Volta, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, Rwanda, Sénégal, Somalie, Tchad et Togo.

^{2/} Qui traite du renouvellement de la Convention.

- i) Remplacement progressif des anciennes protections commerciales reconnues aux pays associés par certaines puissances métropolitaines, dont la France, par un régime de prix déterminés par la libre concurrence.
- ii) Augmentation notable, en volume et en étendue, de l'assistance financière accordée aux pays associés.
- iii) Créations d'institutions eurafricaines.

Relations commerciales

9. Essentiellement, on peut considérer qu'à l'avenir les relations commerciales des Six et des Dix-Huit seront instaurées sur la suppression progressive et réciproque de tous les tarifs douaniers et de toutes les restrictions quantitatives qui affectent leurs échanges. Les membres de la Communauté Economique Européenne appliqueront aux importations en provenance des pays associés, les mesures de désarmement tarifaire et contingentaire qu'ils appliquent entre eux. En conséquence, les produits en provenance des pays associés entreront dans les six pays de la Communauté, sans aucune restriction, à partir du jour où le Marché Commun Européen sera établi. Certains produits tropicaux, qui représentent une fraction importante des exportations des pays associés, seront admis en franchise de douane dans les six pays du Marché Commun, à partir du jour où la nouvelle Convention entrera en vigueur. Ces produits sont les suivants : ananas, noix de coco, café, cacao, thé, poivre, vanille, clous de girofle et noix muscades. A partir de la même date, le tarif extérieur commun afférent à ces produits s'appliquera, avec certaines réductions, aux importations en provenance des pays tiers. Ces réductions ne figurent pas cependant dans la Convention. Pour le café, le tarif extérieur commun fera l'objet d'une réduction nette de 25 % et d'une suspension de 15 %; ce qui correspondra pratiquement à une diminution globale de 40 %. Les taux de réduction et de suspension seront les mêmes pour le cacao. Pour le thé, le tarif commun sera réduit de 40 % ^{1/}.

^{1/} Au cours des négociations engagées entre le Royaume-Uni et la Communauté, la décision a été prise en principe de supprimer complètement les droits du tarif commun sur le thé.

Ces réductions impliquent respectivement le passage d'un tarif de 16, 9 et 18 % à un tarif de 9,6, 5,4 et 10,8. Pour les ananas, les noix de coco, le poivre, la vanille, les clous de girofle et les noix muscades, les réductions seront comprises entre 25 et 40 %. De leur côté, les pays associés réduiront progressivement (de 15 % chaque année) les droits d'entrée qui frappent les produits originaires des six pays du Marché commun. L'application de ces réductions commencera au plus tard six mois après l'entrée en vigueur de la Convention.

10. Les contingents tarifaires prévus au Traité de Rome pour les importations de café vert en Italie et au Bénélux et les importations de bananes en Allemagne seront maintenus. Cependant la décision a été prise d'appliquer progressivement le tarif extérieur commun aux importations de café en provenance des pays tiers. Le droit d'entrée sera de 1 % jusqu'à la fin de 1965, puis de 5 % jusqu'en 1970; après cette date, le tarif extérieur commun sera appliqué intégralement.

11. Quatre années au plus tard après l'entrée en vigueur de la Convention, les pays associés supprimeront toutes restrictions quantitatives sur leurs importations en provenance des Six. Les contingents seront augmentés progressivement à partir des contingents de base (ceux de 1959 augmentés de 75 %), de 20 % pendant la première année, de 20 % pendant la deuxième année, de 30 % pendant la troisième année et de 40 % pendant la quatrième année.

12. Des clauses de sauvegarde permettent aux pays associés d'imposer, de maintenir ou d'accroître les tarifs ou les restrictions quantitatives s'ils le jugent nécessaire pour leur développement économique et leur industrialisation, ou pour des raisons fiscales. De même, ils auront la possibilité d'imposer des restrictions quantitatives si leur appartenance à des organisations régionales le nécessite. Il y a lieu de signaler que les membres de la Communauté ont aussi le droit d'imposer des tarifs douaniers ou des contingents sur les importations en provenance des pays associés en cas de perturbations sérieuses dans un secteur quelconque de leur économie ou de l'équilibre de leur balance des paiements.

13. La Convention n'autorise aucune préférence entre les importations des pays associés en provenance des divers pays de la Communauté économique européenne. A ce propos, il convient de mentionner un point important qui pourrait jouer dans les relations commerciales futures entre pays africains. Les pays associés seront autorisés à maintenir ou constituer entre eux des unions douanières ou des zones de libre échange. Ils seront aussi autorisés à constituer des unions douanières ou des zones de libre échange avec des pays tiers, dans la mesure où ces groupements ne sont pas "incompatibles avec les principes ou les clauses de la Convention".

14. Un calendrier a été adopté pour le passage progressif de la commercialisation des produits tropicaux aux prix en vigueur sur les marchés mondiaux^{1/}. Les dates d'application de ces mesures coïncident avec une augmentation de l'aide financière, destinée à compenser l'abolition des mesures de soutien des prix. La commercialisation aux prix des marchés mondiaux doit commencer à partir de la campagne 1963-64 pour les noix de coco, le poivre, l'huile de palme, le coton et la gomme arabique. Pour les graines oléagineuses et les huiles (arachides), la transition doit coïncider avec l'application d'une politique agricole commune à ces produits, mais, en tout état de cause, elle doit commencer au plus tard au début de la campagne 1964-65. De même, pour le riz et le sucre, le début du passage aux prix établis par le jeu de la concurrence est subordonné à l'entrée en vigueur de la politique agricole commune. Pour le café, la commercialisation aux prix en vigueur sur le marché libre réalisée progressivement à partir de la campagne qui commence au cours du second semestre de 1963. La transition devra être intégralement réalisée au plus tard dès le début de la campagne qui s'ouvre au cours du deuxième semestre de 1967. L'alignement progressif sur les prix mondiaux se fera par tranches annuelles de 15 à 35 %. Au début de chaque campagne, le Conseil d'association décidera des taux à appliquer.

^{1/} A l'heure actuelle, la France garantit aux produits originaires des pays africains d'expression française des prix largement supérieurs aux prix mondiaux. On a évalué que cette garantie équivalait à une subvention annuelle de l'ordre de 65 millions de dollars.

Aide

15. L'assistance financière que la Communauté économique européenne offrait au titre de l'ancienne Convention se traduisait exclusivement par des subventions fournies par le Fonds européen de développement. Les nouvelles dispositions d'assistance financière permettent de dispenser une partie de l'aide sous forme de prêts à long terme et à taux d'intérêt réduit accordés par le Fonds européen de développement, ou de prêts consentis aux conditions normales par la Banque européenne d'investissement. Cependant, la plus grande partie de l'assistance envisagée pour les cinq prochaines années (soit 680 millions de dollars réservés aux pays associés indépendants ou non autonomes) sera distribuée sous forme de subventions. Ces nouvelles dispositions créent cependant de plus larges possibilités d'intervention financière en faveur des pays associés. Ces interventions ne sont plus limitées comme autrefois aux investissements consacrés à l'infrastructure économique et sociale, mais s'appliqueront aussi aux investissements destinés à des fins plus directement productives.

16. Le tableau suivant précise les principales caractéristiques de l'assistance financière qui doit être accordée aux pays et territoires associés pendant la prochaine période quinquennale :

Nature de l'assistance	Répartition	Total
Aux territoires non autonomes	\$ 60 millions - Subventions	\$ 35 millions - Ter- ritoires français -Terri- 70mil- toires lions néerlan- dais
4 millions - Prêts à long terme du Fonds européen de dé- veloppement	35 millions	
6 millions - Prêts de la Banque euro- péenne d'in- vestissement		

Nature de l'assistance	Répartition	Total
Aux Etats \$620 millions - Subventions \$500 millions - Investissements économiques et sociaux associés indépendants		
46 millions - Prêts à long terme du Fonds européen de développement	47 millions - Diversification seulement	
64 millions - Prêts de la Banque européenne d'investissement	183 millions - Diversification et production	
		\$ 730 millions

17. La Convention introduit une notion nouvelle, celle de l'assistance attribuée pour la diversification et la production. Cette aide destinée à la diversification a pour objet de contribuer au remplacement du régime de monoculture par une agriculture plus diversifiée, dont les prix de revient seront plus réduits qu'actuellement. D'autre part l'assistance à la production doit faciliter le passage de la commercialisation des produits d'exportation à des prix supérieurs aux prix mondiaux sur des marchés protégés, à la commercialisation aux prix établis par le jeu de la concurrence sur le marché mondial. Cette assistance pourra prendre la forme de subventions directes.

18. Les onze pays ci-après, qui continueront à bénéficier d'un prix garanti sur le marché français après l'entrée en vigueur de la Convention, recevront une assistance pour la diversification aussi bien que pour la production. Le taux annuel de l'assistance consacrée à la diversification sera dégressif, pour tenir compte des réformes que cette assistance aura permis de réaliser et cette assistance disparaîtra complètement au terme de la période quinquennale.

Côte-d'Ivoire	46,7 millions de dollars EU
Sénégal	46,7 "
Madagascar	31,6 "
Cameroun	15,8 "
République centrafricaine	6,8 "
Niger	6,5 "
Congo (Brazzaville)	6,4 "
Togo	5,7 "
Tchad	5,7 "
Mali	5,6 "
Dahomey	5,5 "
Total	183,0 millions de dollars EU

19. Les quatre pays suivants, qui vendent déjà leurs produits agricoles aux prix du marché mondial, ne recevront d'assistance que pour la diversification.

Congo (Léopoldville)	15,0 millions de dollars EU
Somalie	6,5 "
Burundi	5,25 "
Rwanda	5,25 "
Total	32,0 millions de dollars EU

20. Trois pays se sont engagés à renoncer aux prix garantis appliqués à leurs produits, dès l'entrée en vigueur de la Convention. L'assistance qu'ils recevront pour la diversification s'établira comme suit :

Haute-Volta	6,0 millions de dollars EU
Mauritanie	5,0 "
Gabon	4,0 "
Total	15,0 millions de dollars EU

21. L'assistance accordée pour la diversification et la production (qui atteint globalement 230 millions de dollars) reste inférieure à l'aide dont les pays associés auraient bénéficié si le régime actuel des prix garantis avait été maintenu. La France a donc promis de combler la différence qui existera entre l'assistance spécifique de la Communauté et les sommes que

les pays associés auraient obtenues au titre du soutien des prix, ce qui correspondra à 100 millions de dollars environ pour les cinq prochaines années.

Institutions eurafricaines

22. La Convention prévoit la création de trois institutions :

- i) Un Conseil d'association, assisté d'un Comité d'association, composé d'une part des membres du Conseil des ministres de la Communauté économique européenne et de membres de la Commission de la Communauté, et, d'autre part, de ministres délégués par tous les pays membres associés. La présidence du Conseil reviendra à tour de rôle à un représentant des Six et à un représentant des Dix-Huit. Les décisions prises par le Conseil ont force exécutoire. Le Conseil définit les activités et la compétence du Comité d'association, qui se compose de représentants des pays membres et membres associés (un par pays) et d'un représentant de la Commission.
- ii) Une Conférence parlementaire de l'association, qui siège une fois par an et qui se compose, sur une base paritaire de parlementaires des Etats de la Communauté et des Etats associés.
- iii) Une Cour arbitrale de l'association, composée de cinq membres, qui arbitrera les différends sur l'interprétation ou l'application de la Convention.

Droits d'établissement

23. Dans les trois ans qui suivront l'entrée en vigueur de la Convention, des droits égaux devront être accordés aux sociétés et aux ressortissants des pays de la Communauté économique européenne, pour leur permettre de s'établir dans les pays associés ou d'y offrir leurs services, ce qui mettra fin aux privilèges dont seuls les ressortissants français jouissent actuellement dans nombre de pays. Ces droits seront cependant refusés aux ressortissants d'un pays membre qui n'accorderait pas les mêmes droits aux sociétés et aux ressortissants d'un pays associé. Il est interdit d'offrir à un pays tiers un traitement plus favorable que celui dont jouissent les pays de la Communauté, à moins que des accords régionaux n'aient été conclus à cet effet.

Nouveaux membres associés

24. Les autres pays dont l'économie est comparable à celle des actuels pays associés peuvent accéder à la qualité de membres associés. Cette clause pourra être utilisée pour l'admission de pays du Commonwealth. Il y a lieu de signaler que sur l'admission d'un pays en qualité de membre associé, la décision appartient au Conseil des ministres des Six. Le Conseil d'association n'intervient qu'à titre consultatif. L'augmentation éventuelle du nombre des membres associés n'influera en rien sur l'aide obtenue par les associés actuels, c'est-à-dire qu'il faudra trouver de nouvelles mesures qui viennent compléter les allocations financières actuelles.

Mesures transitoires

25. Comme il existe une période creuse entre l'expiration de la Convention d'application et l'entrée en vigueur de la nouvelle Convention, certaines mesures transitoires ont été décidées en attendant le dépôt du nombre requis d'instruments de ratification (soit 15 Etats associés et tous les Etats membres). Les plus importantes de ces mesures sont les suivantes :

- i) La suppression progressive des droits de douanes pratiqués entre les membres et les membres associés sera maintenue et exécutée comme dans les accords actuels.
- ii) Les contingents d'importation seront maintenus au même niveau qu'en 1962, tant dans les pays membres que dans les pays associés, compte tenu de toute modification éventuelle rendue nécessaire à la suite des décisions qui pourront être prises sur la politique agricole commune des Six.
- iii) Les règles relatives au droit d'établissement en vigueur à la fin de 1962 seront maintenues.
- iv) Selon les prévisions, à la fin de 1962 le solde du Fonds européen de développement (entre 50 et 60 millions de dollars) sera suffisant pour que le programme d'aide puisse se poursuivre pendant la période de transition.